



DP

DOMAINE
PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1880

Edition PDF du 23 août 2010
Les articles mis en ligne depuis DP 1879 du 9 août 2010

Dans ce numéro

La question préalable (André Gavillet)

Succession de Leuenberger et Merz: le paradoxe d'une élection dépolitisée au moment où se posent des questions cruciales d'orientation gouvernementale

Veau, vache, froment ou quoi? (Yvette Jaggi)

Cultiver ou élever. Les paysans suisses font plutôt du blé ou du bovin, question de rentabilité et de marchés

Par quoi remplacer le service militaire obligatoire? (Daniel Schöni Bartoli)

La nouvelle initiative du GSsA pourrait ouvrir un débat plus large que le sempiternel pour ou contre l'armée

Dépénaliser la consommation de stupéfiants? (Lucien Erard)

Le rapport publié par l'OFSP en mai dernier déjà mérite mieux qu'une polémique au creux de l'été

Crépuscule de la presse (Jean-Daniel Delley)

Une étude de l'Université de Zurich sonne l'alarme. Des remèdes existent pourtant

Olivier Meuwly et les partis politiques suisses (Pierre Jeanneret)

Un nouvel ouvrage paru dans la collection «Le savoir suisse»

La question préalable

André Gavillet • 16 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15083>

Succession de Leuenberger et Merz: le paradoxe d'une élection dépolitisée au moment où se posent des questions cruciales d'orientation gouvernementale

Tout devrait se passer comme prévu, sauf accident. Un-e socialiste remplace un socialiste et un-e radical-e, un radical. L'enjeu se limiterait au choix des candidats. Déjà moulins et lobbies ont commencé à moudre.

L'élection ne sera que complémentaire. Inutile d'anticiper sur le renouvellement général de l'Assemblée fédérale, agendé l'an prochain. Tel est le langage apaisant que MM. Levrat et Pelli tiennent de concert, politiquement désamorcé.

Et pourtant socialistes et radicaux, forts d'une

cinquantaine de voix chacun, sont loin, fort loin, de la majorité absolue. Si 60 votes UDC, et 20 écologistes, font défaut, l'appui du PDC pourrait se révéler indispensable, donc monnayable. Et, ô horreur, socialistes et radicaux pourraient poser des conditions à leur appui réciproque. La boîte de Pandore est à refermer au plus vite. Rien de politique. Ce n'est qu'une élection complémentaire.

Vu de l'extérieur

La Suisse n'a pas encore trouvé sa place naturelle au sein de l'Europe. Ce constat est le fait majeur qui doit guider l'action. L'objectif c'est le repositionnement. Et il implique des relations de confiance avec l'Union européenne. Comme *Domaine Public* l'a exposé, avec insistance, la

question première à régler ce n'est pas l'imposition de l'épargne, qui sera l'objet de négociations, difficiles mais prévues de longue date. En revanche, la liberté abusive prise par certains cantons pour l'imposition des holdings et des sociétés d'administration doit être corrigée, sans négociation, par notre propre décision.

L'élection de deux conseillers fédéraux, notamment du radical dont le vote peut décider d'une majorité dans le collège, doit faire l'objet d'une discussion politique publique et d'un engagement. Et, sous l'épreuve de force, la question qu'il faudra bien trancher: quelle coalition gouvernementale? avec ou sans l'UDC? Au parti socialiste de la poser déjà lors de cette élection – qui est non pas complémentaire, mais préalable.

Veau, vache, froment ou quoi?

Yvette Jaggi • 21 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15131>

Cultiver ou élever. Les paysans suisses font plutôt du blé ou du bovin, question de rentabilité et de marchés

Les cours du blé flambent sur le marché mondial, mais le bas prix payé aux producteurs suisses les incitent à troquer la culture de céréales panifiables contre l'élevage de bétail. Une conversion radicale qu'il sont de plus en plus nombreux à tenter, à l'exemple de Felix Burri⁵.

Ce paysan de Kloten fait actuellement construire, sur une parcelle de 550 ares, une étable pour 34 vaches et 100 veaux d'élevage ainsi que divers locaux d'exploitation. Le tout représente un investissement de 2,3 millions de francs, qui devrait lui permettre de faire vivre sa famille de quatre personnes.

Felix Burri le sait: son pari est osé, et le risque pris multiple. Avait-il pensé aux campagnes anti-viande qui se développent sous nos

latitudes? A défaut, le rappel n'aura pas tardé, sous la forme d'un article également paru dans le *Tages-Anzeiger* du 14 août, tout juste six pages plus loin que le reportage consacré à sa conversion emblématique. Il s'agit en fait de la recension d'un livre⁶ sur le maltraitement des animaux de rente élevés en nombre – de quoi rendre végétarien tout lecteur sensible.

Mais le métier de paysan, traditionnellement difficile,

comporte désormais d'autres exigences qu'un savoir faire étendu, un besoin de formation continue, le goût du risque entrepreneurial. Il y faut désormais une fine compétence en matière de comptabilité d'exploitation et un réel talent pour le repérage et la mise en œuvre de sources de revenus complémentaires: ventes directes aux consommateurs désireux de s'approvisionner en dehors des circuits commerciaux, tourisme rural et accueil à la ferme de personnes en mal d'intégration, etc.

Et, par-dessus tout le reste, il faut du courage pour rester sur la terre. Malgré des conditions économiques dégradées par les grands distributeurs, par la concurrence internationale, par la politique agricole. Les paysans observent que la moindre cause de hausse du pétrole, repérée quelque part dans le monde, entraînent, par un enchaînement immédiat, une hausse de l'essence à la pompe. Inversément, quand les cours du blé s'envolent sur les marchés

mondiaux malgré l'existence avérée de stocks en suffisance, quand par exemple le boisseau de blé prend plus de 50% en deux mois à la bourse de Chicago, les prix des meilleurs blés suisses poursuivent leur glissade vers le bas, sans frein puisque les prix indicatifs ont disparu depuis 2008. Les prix payés pour les céréales panifiables cultivées en Suisse ont diminué de moitié en moins de vingt ans. Pour couronner le tout, la Confédération a choisi le 1er juillet 2010 pour abaisser une nouvelle fois le droit de douane sur la farine importée. Et comme les transformateurs-meuniers, qui se comportent en cartel efficace, ne cèdent pas un centime de leur marge, la pression extérieure s'exerce à plein sur les producteurs-cultivateurs.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de la diminution des surfaces emblavées. L'offre indigène de céréales panifiables suffit encore à couvrir les besoins des meuneries. Pour combien de temps? Combien de paysans prendront-ils «l'option-viande»,

dont la rentabilité repose notamment sur l'importation de céréales fourragères à des prix relativement avantageux?

La lutte contre la Suisse comme îlot de cherté, la garantie d'une alimentation saine produite et vendue à des conditions équitables ainsi que la conduite d'une politique agricole équilibrée semblent des objectifs difficilement conciliables – pour ne rien dire de la question des OGM. De quoi interpeller le PS et singulièrement sa candidate Simonetta Sommaruga, issue des milieux consommateurs et sénatrice d'un canton qui comprend un sixième des surfaces agricoles de toute la Suisse.

De son côté, une fois de plus l'UDC crie Halte⁷ à la destruction de l'agriculture suisse, victime de la concurrence européenne, de la bureaucratie de Bruxelles, des distributeurs avides et des consommateurs inconséquents. La moindre des choses pour un parti vert-champ qui arborait un épi de blé sur son drapeau, comme d'autres la rose au poing.

Par quoi remplacer le service militaire obligatoire?

Daniel Schöni Bartoli • 10 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15052>

La nouvelle initiative du GSsA pourrait ouvrir un débat plus large que le sempiternel pour ou contre l'armée

On peut distinguer plusieurs types d'objectifs au lancement d'une initiative populaire: elle peut viser à positionner un parti¹² avant les élections fédérales, elle peut aboutir à

réellement changer la Constitution ou simplement elle lance un débat en modifiant quelque peu la donne. Il est probable que l'initiative populaire Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire¹³ lancée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) sera de ce troisième type.

Cette initiative propose de

modifier l'article 59 de la Constitution fédérale en remplaçant l'obligation de servir par son contraire: «*Nul ne peut être astreint au service militaire*». Elle prévoit également la mise sur pied d'un «*service civil volontaire*». Au surplus, elle mentionne encore une «*juste compensation pour la perte de revenu des personnes qui effectuent un service*» et une aide

de la Confédération en cas d'atteinte à la santé lors d'un service.

Au sein même du GSSA, cette initiative divise profondément les militants: elle pourrait faciliter la mise sur pied d'une armée professionnelle (un cauchemar pour les antimilitaristes) et risque d'emporter dans son élan l'actuel service civil si péniblement conquis. Pourtant, *a priori*, l'article 58¹⁴ qui prévoit une armée essentiellement organisée selon le principe de milice n'est pas touché et l'existence d'un service civil volontaire est mentionnée dans le texte de l'initiative.

Mais cela, c'est sans compter avec la dynamique d'une initiative lorsqu'elle relaie un véritable questionnement dans la population.

Et c'est le cas. La majorité des pays européens ont aujourd'hui supprimé le service militaire obligatoire. Les jeunes convoqués sous les drapeaux éprouvent plus souvent qu'à leur tour des difficultés pour coordonner leurs études, l'entrée dans un apprentissage tardif ou pour signer un premier contrat de travail. Puis, ils constatent amèrement que cela sert à s'ennuyer à longueur de journée, à terminer une nuit écourtée dans un char ou un camion, à endurer la sottise de certains supérieurs, voire des punitions collectives et l'absurdité de situations kafkaïennes. Toutes choses qui ne cadrent plus très bien avec le monde professionnel qui exige

d'eux flexibilité, intelligence et cohérence. La motivation est ébranlée et nombre de jeunes s'interrogent¹⁵ à juste titre sur la valeur ajoutée personnelle d'une telle expérience.

Et ce n'est pas tout. Aujourd'hui, seuls 30%¹⁶ des citoyens de sexe masculin accompliraient leur service militaire en entier, une fois tenu compte de ceux qui sont déclarés inaptes pour des raisons variables ou qui bénéficient d'une double nationalité leur permettant d'échapper au service militaire suisse. Sur une tranche d'âge, en tenant compte des jeunes femmes et des résidents étrangers, c'est en définitive un dixième des jeunes qui est condamné à un retrait imposé de sa vie économique et sociale. Sentiment d'injustice. Pour quel bénéfice?

L'armée du 21^e siècle ne s'accommode plus très bien de la conscription obligatoire, avant tout pour des raisons techniques. Une grande partie des Etats européens en ont donc pris acte et le débat a commencé en Suisse également. Comme en 1989, avec la première initiative anti-armée, il n'est pas exclu qu'une initiative contribue à bousculer les habitudes. Celle-là avait permis la division par quatre de l'effectif de l'armée, de larges réformes et la création d'un service civil depuis longtemps attendu par les objecteurs de conscience. L'initiative actuelle risque ainsi elle aussi d'aboutir à des résultats non explicitement souhaités par le comité d'initiative. Mais il ne s'agira pas forcément d'une armée

de métier.

Parmi les choses imaginables ou souhaitables, la création d'un service national pour l'ensemble des jeunes résidents, incluant donc les jeunes femmes et les étrangers. Ce service pourrait donner lieu à des choix, parmi lesquels l'armée, un service d'intervention en cas de catastrophes, un service d'intervention dans le cadre de manifestations sportives ou autres, un organisme travaillant sur la cybersécurité, un service civil ou d'autres encore. Les rythmes d'activité de ces différents services seraient adaptés à leurs contenus. Ils permettraient de sanctionner des formations reconnues et faciliteraient l'éveil de jeunes en mal d'intégration en leur confiant de réelles responsabilités. On peut rêver d'une solution digne d'un nouveau siècle.

Aujourd'hui, les conservateurs tiennent à l'armée de milice obligatoire pour des raisons avant tout idéologiques et ne voient pas que l'armée s'est vidée elle-même de son sens et de la majeure partie de ses effectifs potentiels. Notre pays est parfois à l'avant-garde (notamment avec la politique des drogues), mais il se contente aussi bien souvent d'adopter les mêmes solutions que les autres, mais après les autres (service civil, adhésion à l'ONU, droit de vote des femmes, congé-maternité etc.). Il est encore temps d'être innovateur en matière de service à la communauté et de politique de sécurité.

Dépénaliser la consommation de stupéfiants?

Lucien Erard • 19 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15109>

Le rapport publié par l'OFSP en mai dernier déjà mérite mieux qu'une polémique au creux de l'été

La prohibition de l'alcool aux USA dans l'entre-deux guerres comme de la drogue aujourd'hui nourrit le crime organisé, source de profits gigantesques et d'un pouvoir mafieux destructif. Ni la police et les douanes, ni les mesures contre le blanchiment d'argent n'en ont jamais fait façon.

Passe encore si l'interdiction freinait réellement la consommation de drogues. Or celles-ci sont disponibles à chaque coin de rues, sans contrôle. Alors qu'il faut être pharmacien pour vendre une aspirine, nos enfants doivent acheter des produits potentiellement mortels à des escrocs et se piquer avec des seringues infectées mortellement dans des toilettes publiques éclairées en bleu pour qu'ils ne trouvent pas leur veine. Pire encore, on leur donne gratuitement la drogue à l'essai pour s'en faire de nouveaux clients.

Punir la consommation est tout aussi inefficace, voire contreproductif: C'est en France et aux Etats-Unis, particulièrement répressifs, que la consommation de cannabis est la plus élevée. Dépénaliser la

consommation pour renforcer la répression du trafic constitue un progrès largement reconnu et admis de tous les spécialistes. Si la presse a attendu le creux du mois d'août pour faire ses choux gras de la dépénalisation des drogues⁸, en se référant à un rapport de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), *Défi Addictions*⁹ - *Fondements d'une approche durable de la politique des addictions en Suisse*, passé pourtant inaperçu à sa publication fin mai dernier, c'est que le rapport n'en fait pas état. C'est dans un commentaire demandé à l'un de ses auteurs, le professeur van der Linde, par le quotidien *Le Temps*¹⁰ qu'il a fallu chercher une référence en faveur de la dépénalisation.

Ce que dit en fait ce rapport, c'est qu'il faut beaucoup mieux contrôler l'offre de produits pouvant entraîner la dépendance, à commencer par l'alcool qui fait bien plus de dégâts que d'autres drogues. Réglementer, limiter l'offre est efficace pour l'alcool – augmentation des prix par l'impôt, réduction des heures d'ouverture, interdiction de vente aux enfants – mais aussi pour la drogue. En 2004 il s'en est fallu de quelques voix au Conseil national pour que soit accepté le projet déjà voté à une large majorité au Conseil des Etats de dépénalisation de la consommation et de contrôle du

marché du cannabis. En effet dépénaliser la consommation d'un produit, ce qui était, et reste *de facto* le cas dans la plupart des cantons, n'a pas de sens s'il faut se contenter de fermer les yeux sur un trafic juteux. Des dizaines de « *shops* », avec souvent pignon sur rue, géraient alors ce trafic qui alimentait progressivement toute l'Europe. Et c'est pourquoi ce projet prévoyait une stricte réglementation de la production et du commerce de cannabis: interdiction de vente aux enfants et aux non résidents, contrôle de la qualité et du taux de THC du produit, taxe pour rendre le prix du produit suffisamment dissuasif.

C'est le mérite du rapport de l'OFSP de tenter une approche plus cohérente de l'ensemble des addictions et de la réduction des risques. C'est son mérite aussi de rappeler que la société a des responsabilités et surtout des moyens d'action à l'égard de ses membres les plus faibles et les plus influençables. Or mieux contrôler l'offre, qu'il s'agisse d'alcool, de vin ou de bière d'une part ou de jeux d'argent d'autre part, c'est toucher à des intérêts puissants. Il fallait donc assassiner ce rapport. Le présenter comme un plaidoyer pour la dépénalisation de toutes les drogues y suffira. Dommage et surtout malhonnête.

Crépuscule de la presse

Jean-Daniel Delley • 23 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15139>

Une étude de l'Université de Zurich sonne l'alarme. Des remèdes existent pourtant

Pas de démocratie vivante sans des médias de qualité. Pour exercer leurs droits politiques, citoyennes et citoyens ont besoin d'informations diversifiées, approfondies et sûres, et d'analyses qui restituent l'actualité dans son contexte. Voilà pour le principe.

Dans les faits, le lecteur, l'auditeur et le téléspectateur critiques observent avec inquiétude et agacement la place toujours plus importante faite à l'information divertissante, anecdotique au détriment des thèmes politiques, économiques et culturels. Priorité aux articles-choc, à l'actualité immédiate, à la personnalisation de l'événement qui suscitent les émotions et place congrue au suivi des dossiers.

Une récente étude² de l'Université de Zurich confirme cette observation. De plus elle constate une provincialisation des

médias helvétiques, qui ont réduit le nombre de correspondants étrangers, et le caractère lacunaire et superficiel de l'information économique.

En cause le manque de moyens financiers, en partie provoqué par les grands groupes de presse eux-mêmes qui aspirent la manne publicitaire au profit de leurs publications gratuites. Journaux et presse en ligne gratuits, centrés sur l'événementiel, le sport et le divertissement et particulièrement prisés des jeunes, occultent le fait que l'information de qualité et le journalisme d'investigation ont un coût.

L'étude reconnaît que la plupart des journaux suprarégionaux et la radio publique garantissent encore une information diversifiée et de qualité. Mais pour combien de temps? Déjà la presse régionale a succombé aux charmes du scoop insignifiant. L'évolution des médias américains – tirages et taux d'écoute en chute libre, groupes de presse en faillite, grandes villes

privées de quotidien – préfigure-t-elle notre proche futur?

En Suisse, la densité médiatique est encore forte³. Mais l'audience de la presse écrite s'effrite. Cette dernière n'a pas encore pris conscience de la révolution que représente l'Internet; l'accès instantané à l'information permet de se passer d'un support papier et les nouvelles générations rechigneront à déboursier le prix d'un abonnement pour un produit accessible tout de suite et gratuitement sur la Toile. Trois quotidiens nouvellement lancés – au Portugal, aux Pays-Bas et en Suède – montrent un issue de secours possible (DP 1838⁴): miser sur la qualité, offrir une valeur ajoutée par rapport au déferlement de l'information fournie par de multiples canaux; des enquêtes approfondies, des reportages originaux, une présentation qui ne craint pas l'esthétique. Le succès de ces trois publications montre que l'intérêt public peut parfois recouper l'intérêt du public.

Olivier Meuwly et les partis politiques suisses

Pierre Jeanneret • 17 août 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/15091>

Un nouvel ouvrage paru dans la collection «Le savoir suisse»

Par son omniprésence dans les médias et par son style très personnel, tant oral qu'écrit, volontiers fleuri, Olivier Meuwly

ne fait pas l'unanimité. Il faut cependant rendre hommage à l'activité inlassable de ce chercheur qui enchaîne la publication de nombreux ouvrages (dont deux thèses universitaires), l'organisation de colloques, les articles dans la

presse, les interventions radiophoniques. Membre actif du parti radical, penseur du libéralisme, Meuwly apporte ainsi incontestablement sa pierre au débat démocratique.

Après *Les penseurs politiques du*

19e siècle publié en 2007, il nous livre *Les partis politiques*¹¹. Ceux-ci n'en sont-ils pas d'une certaine manière la concrétisation? Benjamin Constant, dans ses *Principes de politique*, écrivait «*que tout a sa théorie, que la théorie n'est autre chose que la pratique réduite en règles par l'expérience et que la pratique n'est que la théorie appliquée*». Les deux ouvrages ont paru dans la collection *Le savoir suisse*. Celle-ci, explicitement, ambitionne de mettre les recherches «*à la portée d'un public élargi*» et «*viser la lisibilité*». Ces exigences impliquent des contraintes imposées à l'auteur: nombre de pages limité à 150 environ, pas de notes infrapaginales et, partant, quasi absence de citations. On regrettera cependant que, dans un souci en soi légitime de ne pas surcharger le texte, les dates de naissance et de décès des nombreuses personnalités politiques évoquées dans cet ouvrage ne soient pas indiquées: ce qui rend difficile leur intégration dans une génération, au sens politique et culturel du terme.

L'auteur – et il faut lui en savoir gré – s'est lancé dans une entreprise particulièrement difficile, vu le manque de grandes études synthétiques récentes sur les partis, particulièrement sur le radicalisme, vu aussi la multiplicité des situations cantonales dues au fédéralisme helvétique. L'ouvrage de Meuwly, première synthèse du genre en langue française, comble donc un vide. Par contrainte (qu'impliquaient les impératifs, mentionnés plus haut, de la collection dans laquelle s'insère ce petit livre), l'auteur s'est concentré sur l'histoire «*politique*» des partis.

On regrettera donc que leurs aspects organisationnels, leur financement, l'étude des forces sociales qui les sous-tendent, c'est-à-dire tout ce qui constitue une approche structurelle et sociologique, soit quasi absent de cette synthèse. Il en va de même pour leur expression dans la presse partisane; mais l'étude de celle-ci, dans son extraordinaire diversité en Suisse, nécessiterait de multiples analyses qui dépassent sans doute les forces d'un seul homme.

Cette étude suscite de notre part quelques critiques. On regrettera d'abord une «*psychologisation*» excessive de la vie politique, qui nous semble parfois réduite aux états d'âme de ses acteurs. Par ailleurs, le traitement tant de la grève générale de 1918 que des événements du 9 novembre 1932 à Genève est à nos yeux peu satisfaisant. Ainsi on apprend que la manifestation de la gauche genevoise «*s'acheva dans le sang*». La formule est sybilline: était-ce là le résultat de bagarres de rue entre fascistes de l'Union nationale d'une part, communistes et nicolistes d'autre part, une sorte de Heysel politique en somme?... Pas un mot sur le tir de la troupe contre les manifestants et la mort de treize d'entre eux! Enfin on retrouve dans cet ouvrage le goût immodéré de l'auteur pour les images et les formulations pittoresques: le conservatisme «*se revêt de nouveaux atours*», les nationalistes «*se mettent à gesticuler*», le socialiste Vogelsanger «*s'est glissé*» dans la Municipalité de Zurich, les syndicats ont des «*ouailles*», tous les radicaux «*n'entonnent pas la même mélodie*», le Grütli «*vend chèrement sa peau*», etc. Une phrase est digne du discours des

comices agricoles dans Madame Bovary: des conflits au sein du camp catholique conservateur «*finiront par faire planer la menace d'une explosion sur cet attelage disparate*.» (p. 59) On déplorera l'abondance de ces «*boursouflures rhétoriques*», pour reprendre une expression d'O. Meuwly lui-même à propos du corporatisme: elles peuvent à la longue fatiguer le lecteur.

Ces réserves étant faites, il faut souligner les qualités d'un ouvrage dont on a dit combien son élaboration s'est révélée ardue. Et d'abord l'honnêteté de l'auteur qui, sur son propre parti, livre une analyse à la fois fine et sans complaisance. Ainsi, il souligne à plusieurs reprises les tensions entre l'aile droite «*manchesterienne*», le centre et l'aile gauche du parti radical. Il n'hésite pas à fustiger la «*vacuité grandissante [...] du discours radical*» et son pragmatisme à court terme, sans vision politique, à la fin des années 1960. Olivier Meuwly insiste pertinemment sur la volonté des radicaux «*de représenter la Suisse, la nation helvétique, dans sa diversité culturelle ou confessionnelle, au-dessus des différentes couches sociales qui la composent*.» (p. 23) Ou encore: «*leur ambition [des radicaux] de rassembler les intérêts les plus divers dans une synthèse*» (pp. 45-46). Ce souci d'«*unanimité*» politique, qui se révélera assez vite intenable et mythique, est bien décrit. On mettra aussi en avant la clarté de l'exposé, tout de concision, sur les tendances (marxiste, anarcho-syndicaliste, chrétienne, grutlienne...) au sein du parti socialiste suisse d'avant 1914.

Mais c'est – un peu paradoxalement – sur les petites

formations minoritaires qu'O. Meuwly se montre le meilleur, qu'il s'agisse de l'Alliance des Indépendants de Duttweiler, de la LMR, des mouvements écologiques, ou des formations xénophobes sous leurs diverses appellations successives. Relevons une bonne formulation, à propos du POP de 1944-45 qui, écrit l'auteur, rassemble «*beaucoup de gens qui découvrent la politique dans le maillage associatif serré que le parti parvient à tisser.*» (p. 108) On regrettera cependant que, pour cette période de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre, l'accent ne soit pas mis davantage sur la profonde volonté de renouveau

social, en Suisse comme dans les pays belligérants (Plan Beveridge et *Welfare State* en Grande-Bretagne, nationalisations en France, etc.).

Citons encore l'excellente définition que donne Meuwly du blochérisme: «*Peu à peu au cours des années 1980, Blocher capte ce retournement de l'air du temps et oriente l'UDC vers ses principes libéraux, vers un conservatisme agressif, vers les valeurs patriotiques, contre l'omniprésence de l'Etat social, contre le modernisme culturel prêté à la gauche et que reprend à son compte le centre-droite, contre les engagements internationaux de la Suisse,*

contre tout ce qu'il déclare «antinational.»» (p. 126)

Voilà donc un ouvrage qui, malgré quelques faiblesses, non seulement comble une lacune dans l'historiographie suisse mais qui, en suscitant la discussion, voire la polémique, contribuera à revivifier le débat politique dans notre pays.

Olivier Meuwly, *Les partis politiques, acteurs de l'histoire suisse, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2010 (coll. Le savoir suisse), 141 pages*

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1880#>
2. <http://jahrbuch.foeg.uzh.ch/Seiten/default.aspx>
3. <http://pikereplik.unblog.fr/tag/scene-mediatique/>
4. <http://www.domainepublic.ch/articles/10188>
5. <http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/unterland/Tiefe-Getreidepreise-zwingen-die-Bauern-zum-Umdenken-/story/21025207>
6. <http://www.tagesanzeiger.ch/kultur/buecher/Dieses-Buch-kann-Ihre-Essgewohnheiten-veraendern-/story/30659953>
7. http://www.svp.ch/g3.cms/s_page/80040/s_name/detailsconferencesdepresee/newsContractor_id/179/newsID/2130/news_newsContractor_year/2010?CFID=21382826&CFTOKEN=b912108bcd2a6bf8-7506BA0A-9C03-57AD-BCC2132FCA64FF89
8. <http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Bund-lanciert-hitzige-Debatte-Entkriminalisierung-aller-Drogen/story/28911320>
9. http://www.bag.admin.ch/shop/00010/00506/index.html?lang=fr&download=NHZLpZeg7t,lnp6i0NTU042i2Z6ln1ae2lZn4Z2qZpnO2YUq2Z6gpJCJdoF7e2ym162epYbg2c_JjKbNoKSn6A-
10. http://www.letemps.ch/Page//Uuid/f0566d38-9e75-11df-848d-6a68c400dea8/Les_experts_persistent_il_faut_d%C3%A9p%C3%A9naliser_toutes_les_drogues
11. <http://www.lesavoirsuisse.ch/livres/978-2-88074-874-6.html>
12. <http://www.domainepublic.ch/articles/15000>
13. <http://www.gssa.ch/spip/spip.php?article147>
14. <http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/a58.html>
15. http://www.letemps.ch/Page/Uuid/6bf79c14-982c-11df-8ef6-6c05180aca44/On_est_pay%C3%A9s_%C3%A0_ne_rien_%C3%A0_faire
16. <http://largeur.com/?p=3185>